

ETAT DES LIEUX sur la disponibilité des données à l'uemoa et sur les processus de collecte statistique

RAPPORT DE SYNTHÈSE

VERSION PROVISOIRE

Ouagadougou, le 1^{er} juin 2015

I. Introduction: contexte du rapport

- **Objectif de la convention UEMOA-Ferdi:**

Appui à la recherche et amélioration du système statistique pour le suivi du processus d'IR à la Commission.

- **Renforcement du système statistique en:**

- ✓ **Améliorant l'existant:** améliorer la fiabilité, la régularité, le stockage et la diffusion de l'information chiffrée au sein de la Commission.
- ✓ **Complétant l'existant:** élaboration d'indicateurs de conformité et de résultat de l'engagement par rapport aux textes communautaires des Etats membres (EM).

Nécessaire au préalable de réaliser un **état des lieux exhaustif sur la collecte et la disponibilité de l'information chiffrée à la Commission.**

- Ce rapport provisoire fait suite à la **mission d'état des lieux de mars 2015**.
- Les entretiens effectués ont permis d'établir un **premier aperçu de la disponibilité, la collecte, la diffusion et le stockage des données** à la Commission.
- Ce rapport propose une description **du stock, des flux, et des besoins d'informations chiffrées** pour chaque structure impliquée dans le cadre d'échange statistique de la Commission.
- **Objectif:** améliorer la disponibilité, la qualité et la régularité de l'information chiffrée collectée et diffusée au niveau de la Commission.

L'état des lieux présenté dans ce rapport est **provisoire**:
besoin d'échanger ensemble pour être davantage
exhaustif.

II. Description du Cadre d'Echange Statistique

Le cadre d'échange statistique

- Reflète la manière dont l'information chiffrée est produite, collectée, centralisée et diffusée à l'UEMOA.
- Dans le rapport, une représentation schématique du cadre d'échange statistique résume:
 1. Le cadre d'échange statistique régional: p.11.
 2. Le cadre d'échange de la Commission:
 - i. Les flux d'information chiffrée internes à la Commission: p.25.
 - ii. Les flux externes à la Commission: p.26.

Le cadre d'échange statistique régional

- Le **Comité Régional Statistique** (CRS) est le pilote du cadre d'échange statistique régional, est composé de représentants des INS, de la BCEAO, de la BOAD, de la CEDEAO, et d'Afristat.
- Au sein du CRS, la **Commission UEMOA** a un rôle (central) de :
 - ✓ Coordination de la mise en œuvre des projets et programmes statistiques.
 - ✓ Consolidation des comptes économiques des EM.
 - ✓ Diffusion des informations chiffrées aux autres structures du CRS.

Le cadre d'échange statistique de la Commission

Au sein de la Commission, l'échange d'informations chiffrées se repose pour l'essentiel sur 3 structures:

- ✓ Le **Centre Statistique** (Cstat).
- ✓ Le **Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure** (DPE) pour les données/statistiques économiques et financières.
- ✓ Le **Département du Marché Régional, du Commerce, de la Concurrence et de la Coopération** (DMRC) pour les données/statistiques commerciales.

Le rôle du CStat dans le cadre d'échange statistique de la Commission

Le CStat s'implique dans le cadre d'échange statistique de la Commission à différents degrés, selon les statistiques considérées:

- ✓ **Comptes Nationaux, douanes et commerce extérieur:** appui à la *production statistique* et *collecte des données* auprès des INS/ministères nationaux; *diffusion des données* aux départements.
- ✓ **Statistiques conjoncturelles** (emploi, entreprises, indices de prix/production, énergie) et **sociales** (santé, éducation, culture): *collecte* auprès des INS/ministères nationaux et *diffusion des données* aux *départements*.
- ✓ **Statistiques sur le secteur primaire** (agriculture, etc.) et sur les **infrastructures:** centralisation des données fournies par les départements concernés (DSAME et DATC).

Les départements et le cadre d'échange statistique

Le Département des Politique Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE)

- **Dispositifs statistiques:** pilote du suivi **des politiques macroéconomiques** et de la **Revue Annuelle**.
- **Unités d'analyse statistique :** la Direction de la Surveillance Multilatérale et la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques.
- **Consommation de statistiques:** budgétaires, monétaires, financières, fiscales, commerciales, d'emploi et du secteur informel.

Flux d'informations chiffrées

- ✓ Appui auprès des CNPE, INS et Ministères de l'économie pour la production du TOFE et des Indicateurs de Convergence.
- ✓ Collecte auprès des CNPE les données brutes sur la surveillance multilatérale et les TOFE.
- ✓ Vérification des TOFE ainsi que les données de la BDSM pour remontée (partielle) au CStat.
- ✓ Collecte les Comptes Nationaux auprès des INS.
- ✓ Récupération auprès du CStat des Indices de prix et de production industrielle.

Les départements et le cadre d'échange statistique

Le Département des Politique Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE)

Stock d'informations chiffrées

- ✓ Indicateurs harmonisés de surveillance des critères de convergence :
 - premier rang : soldes budgétaires, inflation, dette intérieure et extérieure, arriérés de paiement.
 - second rang : masse salariale du secteur public, investissements publics, solde extérieur et taux de pression fiscale.
- ✓ Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC).
- ✓ Comptes Nationaux, harmonisés (depuis 2002) par les EM appliquant le SCN 2008.
- ✓ Données du TOFE, théoriquement harmonisées lors des réunions semestrielles des Comités régionaux de politique économique.
- ✓ Récupération partielle et irrégulière des IPI nationaux, récupération régulière de l'IPI régional, auprès du CStat.

Les départements et le cadre d'échange statistique

Le Département du Marché Régional, du Commerce, de la Compétitivité et de la Coopération (DMRC)

- **Dispositifs statistiques:**
 - ✓ pilote des **Missions d'Evaluation des Réformes Commerciales (MERC)** alimentant le **Dispositif/Rapport de Surveillance Commerciale**.
 - ✓ Participe à la **Revue Annuelle** pilotée par le DPE, et aux **missions du recouvrement du Prélèvement Communautaire de Solidarité** (mission PCS) pilotées par le DSAF.
- **Unité d'analyse statistique** : l'Unité d'Analyse des Politiques Commerciales (UAPC)
- **Consommation de statistiques:** douanières, commerciales, sur l'application des traités bilatéraux et multilatéraux, et sur la coopération internationale et panafricaine.

Les départements et le cadre d'échange statistique

Le Département du Marché Régional, du Commerce, de la Compétitivité et de la Coopération (DMRC)

Flux d'informations chiffrées

- Durant les missions MERC, le DMRC récupère et centralise les statistiques douanières et sur le commerce extérieur.
- Durant les Missions PCS, le DMRC récupère les informations sur les marchandises ayant acquitté le prélèvement communautaire de solidarité (PCS)
- Transmission des données du commerce extérieur au CStat, mais pas des données sur la politique commerciale.
- Récupère auprès de la BM les données sur les restrictions et la concentration du commerce.

Les départements et le cadre d'échange statistique

Le Département du Marché Régional, du Commerce, de la Compétitivité et de la Coopération (DMRC)

Stock d'informations chiffrées

- Données régulières et harmonisées sur le commerce extérieur et la politique commerciale (M et X, droits de douanes, fiscalité indirecte sur les échanges extérieurs, ouverture commerciale).
- Informations relatives à l'application de l'assiette du PCS (taux appliqués, le respect des régimes douaniers, du code additionnel ou encore de la valeur en douane).
- Données sur les barrières non tarifaires le long des corridors routiers, collectées par le DATC.

Les départements et le cadre d'échange statistique

Le Département du Développement Humain (DDH) et le Département du Développement des Entreprises, de l'Energie, des Télécommunications et du Tourisme (DDET)

Pas de dispositif statistique propre pour la collecte régulière de statistiques harmonisées, ni d'**unité d'analyse statistique**.

Consommation en données:

- ✓ **DDH**: démographie, santé, éducation, genre, condition de vie des ménages, insertion professionnelle, emploi et chômage, sur les pratiques culturelles et patrimoine culturel.
- ✓ **DDET** : secteur privé, application des normes communautaires, secteur industriel, secteur énergétique, TIC (télécoms, et internet), l'artisanat et le tourisme.

Les départements et le cadre d'échange statistique

Le DDH et le DDET

Flux d'informations chiffrées

- ✓ Le CStat, en collaboration avec les INS et les Ministères concernés, collecte et transmet les statistiques sectorielles aux départements, et produit les annuaires sectoriels.
- ✓ Leurs besoins spontanés en statistiques sont généralement satisfaits auprès des organisations régionales ou internationales compétentes (OMS, UNICEF, UNESCO, etc.).
- ✓ Données sectorielles transmises au DDH et au DDET sont pour l'essentiel incomplètes, produites et diffusées irrégulièrement, et proposent une couverture-pays et temporelle variable.

Stock d'informations chiffrées

Informations peu disponibles, couverture pays-temporelle irrégulière, pas harmonisées.

Les départements et le cadre d'échange statistique

Le Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports (DATC)

- **Dispositif statistique:** participe au « West African Trade Hub », dispositif statistique sur les corridors routiers.
- **Unité d'analyse statistique:** Observatoire des Pratiques Anormales (OPA)
- **Consommation en données:** trafics routiers, aériens et ferroviaires ; infrastructures de transports des marchandises.

Flux d'informations chiffrées

- Contrôles le long des corridors : information collectée auprès des chambres de commerce ou des conseils des chargeurs par les points focaux de l'OPA dans les EM (et au Ghana).
- Coûts de transactions liés aux transports des marchandises : collecte auprès des organisations régionales des corridors routiers (WATH), ou des Institutions Internationales (Banque Mondiale)
- Trafics aérien, ferroviaire, maritime et routier : information récupérée auprès du CStat.

Les départements et le cadre d'échange statistique

Le Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports (DATC)

Stock d'informations chiffrées

- Données de transport produites et collectées sur une base régulière uniquement par le Bénin, le Burkina et le Sénégal.
- Données sur les corridors routiers: nombre de contrôles routiers aux 100kms, montant des perceptions illicites et retard induit par les contrôles, depuis 2007 sur 3 des 6 corridors uniquement.

Les départements et le cadre d'échange statistique

Le Département de la Sécurité Alimentaire, de l'Agriculture, des Mines et de l'Environnement (DSAME)

- **Pas de dispositif statistique propre.** Le DSAME se base pour l'essentiel sur le dispositif **CountryStat** de la FAO, réseau international de statistiques sur la production et de collecte de statistiques agricoles et alimentaires.
- **Consommation de données:** sécurité alimentaire et sanitaire, filières et marchés agricoles, industries extractives, application des mesures phytosanitaires, ressources halieutiques, animales, pêche et l'aquaculture, Forêt et faune sauvage.

Flux d'informations chiffrées

- ✓ Le **Système d'Information Agricole Régional (SIAR)** centralise l'information collectée dans différents systèmes « subalternes » : le **Système d'Information de Marché (SIM)**, **CountryStat**, le Système d'Information Géo-minier, le Système Statistique Environnemental.
- ✓ **Le SIM** collecte auprès des INS, des Ministères et des structures nationales les informations sur les prix des denrées agricoles.
- ✓ Le DSAME récupère auprès des **cellules CountryStat nationales**, l'information statistique que ces dernières ont collectée auprès des ministères, directions et autres structures nationales.

Les départements et le cadre d'échange statistique

Le Département de la Sécurité Alimentaire, de l'Agriculture, des Mines et de l'Environnement (DSAME)

Stock d'informations chiffrées

- ✓ Statistiques sur les prix des marchés agricoles : harmonisées, mais peu disponibles pour les cultures horticoles et maraichères, et la production animale. Les séries longues restent au niveau des EM.
- ✓ Base de données dense sur la pêche.
- ✓ Données sur la production minière : disponibles seulement pour le Burkina Faso entre 2000 et 2011.
- ✓ Sécurité alimentaire : les données remontent directement à la FAO pour alimenter la base CountryStat.
- ✓ Statistiques environnementales et de la foresterie : inexploitable.

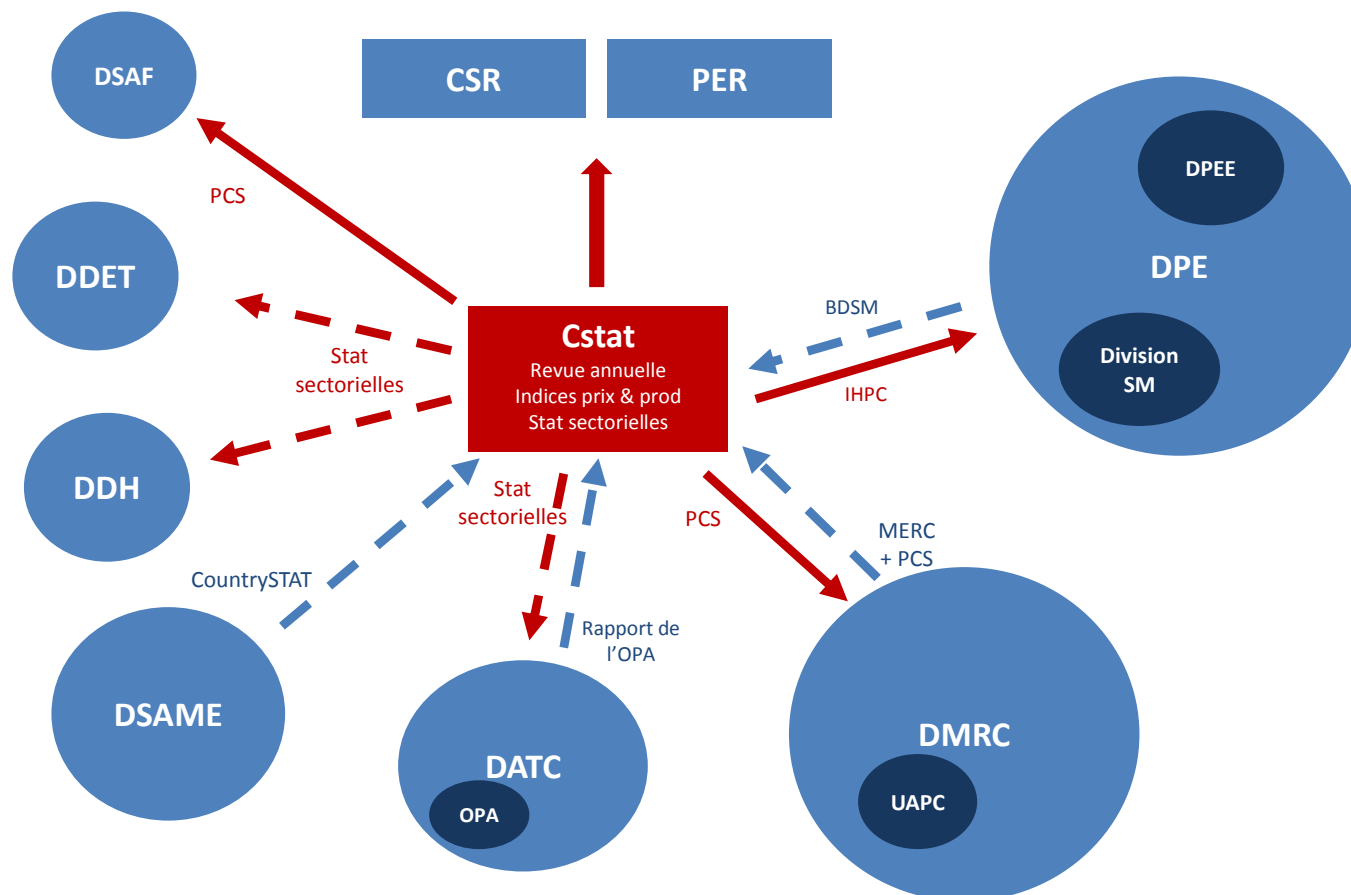
Bilan

Synthèse des flux d'information au niveau de la Commission

- Les données collectées par le DPE, le DMRC, et le CStat, s'appuient sur des **dispositifs statistiques*** opérationnels, et se distinguent des statistiques collectées par les autres départements par leur relative **fiabilité** et leur **régularité**: TOFE, BDSM, DSC, « données PCS », IHPC.
- Les données collectées dans le cadre d'un dispositif stat opérationnel sont relativement meilleures **mais peu diffusées**, souvent retenues au niveau des structures pilotant ces dispositifs et/ou des EM.
- Le **CStat est la structure en mesure d'impulser des flux statistiques complets** : réguliers, fiables, centralisés, et diffusés (exemples: données PCS et IHPC).

Bilan

Synthèse des flux d'information au niveau de la Commission



Cadre d'échange statistique interne à la Commission (Fig 2, p25).

Bilan

Synthèse des dispositifs statistiques de la Commission

- Les dispositifs statistiques observés à la Commission sont des **cadres d'élaboration, de diffusion, d'analyse et d'amélioration des statistiques de la Commission.**
- Selon le dispositif étudié, il est possible d'observer au moins une des caractéristiques suivantes:
 - ✓ Le dispositif est structuré par un **canevas** ou une **liste minimale d'informations statistiques.**
 - ✓ Il est encadré par des **textes communautaires.**
 - ✓ Le dispositif est impulsé par une ou plusieurs **structure(s) pilote(s).**
 - ✓ Le dispositif alimente des **rapports** et parfois une **unité d'analyse.**
 - ✓ **L'information statistique est produite et diffusée de manière régulière** au sein de la Commission.
 - ✓ **L'information statistique est harmonisée** au moyen d'une méthodologie commune.

Le Dispositif de Surveillance Multilatérale

- **Objectif:** suivi des critères de convergence
- **Pilote:** DPE en collaboration avec la BCEAO.
- **Alimente:** rapports semestriels de Surveillance Multilatérale.

Liste de données

- ✓ **Suivi des critères de premier rang:** solde budgétaire, inflation, dette intérieure et extérieure, arriérés de paiement.
- ✓ **Suivi des critères de second rang :** masse salariale du secteur public, recettes fiscales, investissements publics, solde extérieur et taux de pression fiscale.

Processus de collecte des informations

- ✓ les CNPE récupèrent auprès des EM les données relatives aux indicateurs de convergence de premier et second rang.
- ✓ Le Comité régional de politique économique valide les données.
- ✓ Les données sont transmises trimestriellement à la Commission et à la BCEAO.

Le Dispositif de Surveillance Commerciale

- **Objectif:** Suivi de la mise en application des instruments de la Politique Commerciale de l'Union.
- **Pilote:** DMRC (Unité d'Analyse de la Politique Commerciale, Directions de l'UD et de la Concurrence)
- **Alimente:** Rapport de Surveillance Commerciale et Revue Annuelle.

Liste de données

- ✓ Le DSC propose un canevas documenté d'indicateurs du commerce extérieur et de l'intégration commerciale.

Processus de collecte des informations

- ✓ Le DSC est le document cadre utilisé lors des MERC pour collecter des données pour le suivi de la mise en application des instruments de la Politique Commerciale de l'Union.
- ✓ Les données sont élaborées sur la base des questionnaires envoyés aux EM, du traitement des fichiers douaniers nationaux, et d'entretiens avec les responsables et techniciens des Ministères et des directions techniques concernées.

Le recouvrement du PCS

- **Objectif:** vérifier que l'assiette du PCS est bien respectée sur toutes les marchandises concernées.
- **Pilote:** DESAF, assisté du DMRC (DMRUD) et du Cstat.
- **Alimente:** Rapport détaillé sur l'application du mécanisme et Revue Annuelle.

Liste de données

- ✓ Informations sur la valeur totale des liquidations, sur les montants des droits et taxes de douane et de PCS liquidés

Processus de collecte des informations

- ✓ Missions de collecte auprès des douanes des EM, organisées par le DMRC (DMRUD), réparties entre ce dernier et le Cstat.

La Revue Annuelle

- **Objectif:** Evaluer la transposition et l'application des textes communautaires s'appliquant aux différentes dimensions et sous-dimensions de l'intégration régionale sur la base de l'avis d'experts envoyés en immersion dans les EM
- **Pilote:** DPE
- **Alimente:** Revue Annuelle des Réformes, Politiques, Programmes et Projets Communautaires de l'UEMOA . Cette revue est présentée aux Ministres pour validation puis à la Conférence des Chefs d'Etat.

Liste de données

- ✓ Informations qualitatives sur la transposition et l'application d'une liste de textes communautaires répartis par dimension et sous dimension de l'IR.

Processus de collecte des informations

- ✓ **Enquêtes nationales** sur 3 à 5 jours, avec visite des administrations.
- ✓ **Evaluation binaire** de l'application des textes (1 si appliqué, 0 sinon), prenant en compte: le taux de transposition des réformes, le délai de transposition, le taux d'application des réformes dans les EM, le taux de conformité des réformes

III. LES PERSPECTIVES ET PROJETS EN COURS A LA COMMISSION

La Commission a impulsé plusieurs initiatives ayant trait au renforcement de son dispositif statistique:

1. La matrice de suivi et d'évaluation de la transposition et de l'application des dispositions des directives du cadre harmonisé de gestion des finances publiques.
2. La centralisation des textes de transposition des directives communautaires.
3. L'amélioration du Système d'Information Agricole Régional (SIAR).
4. L'extension de la base de données de l'OPA au secteur maritime.
5. Le programme minimum de collecte d'information sur la culture.
6. L'outil de suivi et d'évaluation des projets du PER.
7. Projet d'informatisation et d'interconnexion des systèmes informatiques douaniers.

IV. OBSERVATIONS ET COMMENTAIRES

Le rôle de la Commission dans la mise en œuvre des dispositifs statistiques

- La Commission a pour objectif d'organiser la production et la diffusion de statistiques fiables, régulières, partagées, et évolutives.
- Pour cela, selon le dispositif considéré, elle intervient à plusieurs niveaux des dispositifs statistiques :
 1. La **production** des statistiques.
 2. la **remontée** des statistiques.
 3. la **vérification** des statistiques.
 4. la **centralisation** et la **diffusion** des statistiques.
 5. L'**analyse** et l'**amélioration** des statistiques

Or il a pu être observé que les dispositifs statistiques existant à la Commission défont au moins à une de ces étapes.

Le rôle de la Commission dans la mise en œuvre des dispositifs statistiques

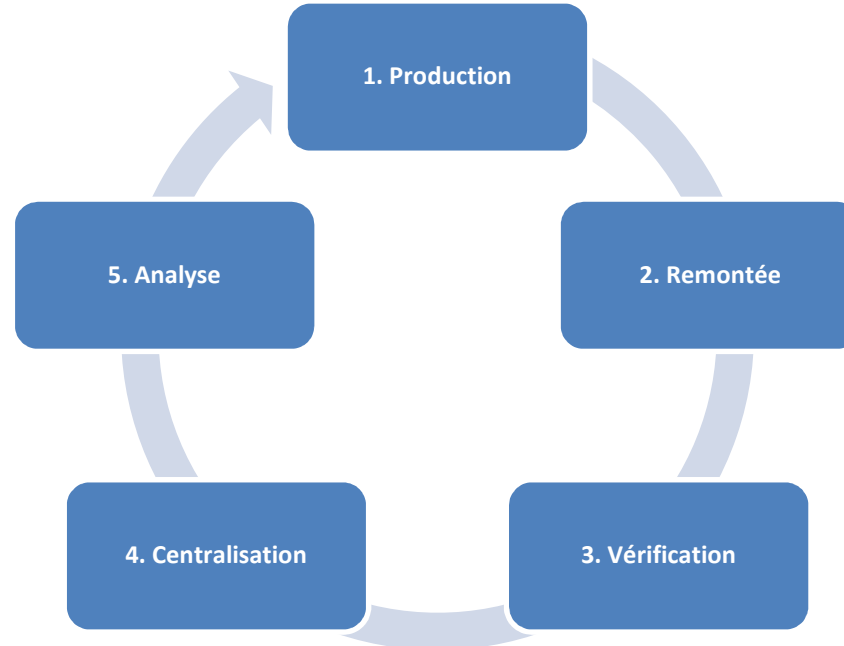
- **Etape 1 - production:** pour certains départements (DDET, DDH), il n’y a pas de demande explicite de statistiques:
 - ✓ Csq 1: pas de production régulière de ces statistiques.
 - ✓ Csq 2: pas de méthodologie commune pour des statistiques harmonisées.
- **Etape 2 - remontée:** lorsqu’ils ne sont pas contraints (par des textes communautaires), les EM font parfois de la rétention d’informations chiffrées (statistiques sur la santé, démographie, agriculture, éducation):
 - ✓ Csq 1: La Commission n’a pas en stock ces informations → perte de temps, ressources pour les obtenir.
 - ✓ Csq 2: Pas de vérification de l’harmonisation
- **Etape 3 - vérification:** la Commission considère quasi-systématiquement l’information remontée comme harmonisée :
 - ✓ Csq : problèmes de fiabilité, comparabilité, « d’agrégabilité » des statistiques.

Le rôle de la Commission dans la mise en œuvre des dispositifs statistiques

- **Etape 4 - stockage:** une fois remontée, l'information statistique est très souvent stockée de manière disparate parmi les structures de la Commission, d'autant plus lorsque l'information est collectée via un dispositif stat impliquant plusieurs structures (ex: données PCS):
 - ✓ Csq 1: faible diffusion de l'information statistique
 - ✓ Csq 2: doublon dans les processus de collecte (ex: MERC vs missions PCS)
 - ✓ Csq 3: capacité d'analyse statistique de la Commission bridée
 - ✓ Csq 4: Gaspillage de ressources (temps et argent)
- **Etape 5 – analyse:** impulse la production de statistiques au niveau des INS, qui alimentent ensuite les rapports sectoriels régionaux, le RSC ou le RSM, ou encore la Revue Annuelle de l'UEMOA.

Le rôle de la Commission dans la mise en œuvre des dispositifs statistiques

- **L'existence d'unités d'analyses** implique la production régulière, la remontée régulière et la centralisation des informations chiffrées des EM.
- **L'existence d'unités d'analyses** au sein des départements et services de la présidence permet d'améliorer les dispositifs statistiques par l'identification des défaillances et des nouveaux besoins statistiques (ex: prog. Stat. Reg.).



Un Centre Statistique en sous-capacité

- **Contraintes d'ordres logistiques, financières et humaines** empêchent le CStat de devenir le centre de stockage de statistiques harmonisées, régulières et étoffées.
- **Manque de personnel** pour assurer à la fois les missions auxquelles il participe, la consolidation des statistiques à la Commission, et l'appui aux INS dans les EM.
- **D'un point de vue logistique**, on note :
 - ✓ absence de plateforme interne pour le partage d'information.
 - ✓ probables problèmes internes de serveur.
 - ✓ Site internet peu opérationnel.

Une information statistique dispersée

- Grande dispersion de l'information statistique au sein de la Commission.
- **Cloisonnement et/ou le chevauchement** de certains processus de collecte statistique:
 - ✓ Les missions PCS versus MERC.
 - ✓ Vase-clos DSAME- FAO.
 - ✓ Vase-clos DATC - « West African Trade Hub »...
- **Relation inverse** entre qualité des données collectées et leur centralisation/diffusion :
 - ✓ Lorsque le dispositif statistique est opérationnel, l'information statistique collectée est éparse.
 - ✓ le CStat joue pleinement son rôle de centralisateur et de diffuseur de l'information statistique, lorsque cette dernière n'est pas collectée dans le cadre d'un dispositif structuré.

Ainsi, lorsqu'elle est de qualité, il semble que l'information statistique soit retenue au niveau des structures concernées.

Une information statistique dispersée

Conséquences :

- ✓ l'information chiffrée échangée au sein de la Commission est tronquée
- ✓ Gaspillage de ressources et de temps dans la collecte.
- ✓ Opportunités d'économies d'échelle dans la collecte statistique en mutualisant certains processus de collecte.

Solutions:

- Le CStat apparaît ainsi comme la structure naturelle pour:
 - ✓ **La centralisation des informations chiffrées** au niveau de la Commission
 - ✓ **La supervision** de la collecte, la production et le stockage de l'information chiffrée
- Création d'une plateforme virtuelle de centralisation de l'information afin de faciliter les partages.

Une information statistique incomplète

- La collecte statistique souvent mis en œuvre en fonction de besoins ponctuels et sans anticipation.

Conséquence : Information statistique collectée disponible de manière irrégulière et non harmonisée (ex: statistiques sectorielles, agriculture, etc.)

Solutions:

- ✓ **Identifier** plus précisément les besoins statistiques présents et futurs des départements.
- ✓ **Encadrer** la collecte au moyen de listes d'indicateurs et éventuellement de textes communautaires.
- ✓ **Spécifier** plus clairement le rôle des structures de la commission concernées par la supervision de la production et la collecte des statistiques.

Une information statistique méritant d'être étoffée

- L'information statistique disponible à la Commission peut être complétée et étoffée pour plusieurs départements.

Au niveau du DPE:

- ✓ Compléter ce dispositif de surveillance multilatérale par des **données détaillées sur les recettes fiscales et les dépenses.**
 - ➔ établir un diagnostic plus précis sur l'impact et le suivi de la coordination fiscale, l'état de la transition fiscale, et la gestion des finances publiques.
- ✓ Une **plateforme informatique** pour que les CNPE renseignent en ligne les données relatives au TOFE dans chaque état représente une opportunité pour que la nomenclature actuelle du TOFE soit revue.

Une information statistique méritant d'être étoffée

Concernant la Revue Annuelle:

- ✓ Perception différente des critères d'évaluation de l'application des textes par l'équipe de la Revue annuelle.
- ✓ La note 1 ou 0 semble avoir des conséquences politiques au sein des EM, les 0 faisant parfois l'objet de contestation.
- ✓ Il semble nécessaire d'avoir davantage de nuance dans l'évaluation de l'application des textes + indicateurs objectifs.

Au niveau du DATC:

- ✓ Il serait utile de compléter les données sur les contrôles le long des corridors et les statistiques d'affluence par des **indicateurs de facilitation des passages aux frontières, de prix des transports, et de qualité du réseau routier.**

Une information statistique méritant d'être étoffée

Au niveau du DMRC:

- ✓ **Elargir l'éventail des statistiques commerciales aux indices du CE**, disponibles seulement pour certains EM, qui pourrait être calculés pour tous les EM s'il y avait une méthodologie commune.
- ✓ **Concernant le RSC**, des problèmes subsistent concernant la disponibilité, la régularité, et la qualité des données:
 - Indicateurs manquants sur **l'application du TEC UEMOA**, le **respect des règles d'origine**, et le suivi de la facilitation des échanges.
 - Informations manquantes sur les **flux commerciaux le long des corridors**.
 - Informations non harmonisées sur le **commerce de services**.
 - Sous-exploitation des données récoltées pendant les **missions PCS**, permettant de calculer les indicateurs budgétaires, d'application du TEC, et de compétitivité non calculés dans le RSC 2014 (mais proposés dans le DSC 2013).

Conclusion

- Cet état des lieux est une contribution à l'objectif plus général d'obtenir des statistiques à la hauteur des ambitions de la Commission pour le suivi et la recherche sur le processus d'IR en UEMOA.
- Nécessaire de poursuivre la dynamique de **centralisation** des flux d'informations chiffrées vers le Cstat, **d'améliorer** et de **systematiser** la collecte et la diffusion de ces informations.
- Nécessaire **d'identifier** clairement et **d'encadrer la demande de statistiques de certains départements**, par une liste ou un canevas, une méthodologie, voire un texte communautaire.
- Si l'état des lieux effectué reste à ce stade informatif...
- ... il sera exhaustif grâce vos remarques, ajouts, et corrections.

MERCI DE VOTRE ATTENTION